



Sri Lanka : Situation des membres de la minorité chrétienne

Recherche rapide de l'analyse-pays

Berne, le 16 décembre 2019



Weyermannstrasse 10
Case postale, CH-3001 Berne

T +41 31 370 75 75
F +41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Dons
CCP 10-10000-5

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps impari sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2019 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne
Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Les membres de la minorité chrétienne sont-ils/elles exposé-e-s à des violences à Sri Lanka?
2. La police et les acteurs étatiques protègent-ils les membres de la minorité chrétienne de la violence?
3. La situation a-t-elle changé pour les minorités religieuses, notamment la minorité chrétienne, depuis l'élection présidentielle de 2019 ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

2 Attaques envers des membres de la minorité chrétienne

Une minorité religieuse et des lignes de fracture ethniques bien ancrées dans le pays. Selon le *Congressional Research Service* (CRS), les Chrétiens constituent 7.6 pourcents des 22 millions d'habitants que compte le Sri Lanka, alors que les Bouddhistes totalisent 70 pourcents (CRS, 24 avril 2019). La BBC affirme que les lignes de fractures ethniques et religieuses sont profondément ancrées dans un Sri Lanka multiethnique et multi religieux (BBC, 13 août 2019).

Un statut spécial pour la religion bouddhiste en vertu de la Constitution et des minorités religieuses discriminées et parfois victimes de violences. 74 incidents violents contre des religieux chrétiens ou leurs congrégations en 2018. Dans son rapport couvrant l'année 2018, *Freedom House* note que la Constitution du Sri Lanka prévoit un statut spécial pour le Bouddhisme et que les minorités religieuses souffrent de discrimination et d'épisodes occasionnels de violence (*Freedom House*, 4 février 2019). Citant une source locale, le *US Department of State* (USDOS) explique, dans son rapport sur les libertés religieuses au Sri Lanka couvrant l'année 2018, que 74 incidents ont affecté des pasteurs chrétiens ou leurs congrégations en 2018. Ces incidents sont des attaques sur des églises, des actes d'intimidation et de violence envers les religieux/euses ainsi que des actes d'obstruction de services cultuels. La même source avait dénombré 97 cas en 2017 (USDOS, 21 juin 2019).

À titre d'exemple, en octobre 2018 un groupe de personnes non identifiées a enlevé un pasteur de la localité d'Avissawella et la retenu 24 heures. Les médias ont rapporté que le groupe a battu le religieux, lui a fait subir des électrochocs et l'a sommé d'interrompre ses activités religieuses. Le 8 juillet 2018, une foule de villageois et quatre moines bouddhistes sont entrés dans une église chrétienne à Polonnaruwa. L'un des moines a attrapé le pasteur et l'a molesté et a emporté deux bibles (USDOS, 21 juin 2019).

Des extrémistes bouddhistes s'en prennent aux minorités chrétiennes et musulmanes. Des moines bouddhistes essaient de faire fermer des lieux de cultes chrétiens et musulmans. Selon *Inter Press Services* (IPS), qui cite un religieux chrétien, des bouddhistes extrémistes attaquent les minorités musulmanes et chrétiennes depuis longtemps. Là où les bouddhistes sont majoritaires, les chrétiens vivent dans la crainte, affirme le religieux (IPS, 3 juillet 2019). Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme au Sri Lanka en 2018, USDOS explique que des moines bouddhistes essaient régulièrement de fermer des lieux de cultes chrétiens et musulmans pour la raison que ceux-ci n'ont pas été approuvés par le ministère de Bouddha Sasana, le ministère des affaires religieuses et morales (USDOS, 13 mars 2019).

Le 21 avril 2019, des attentats ciblés contre la communauté chrétienne ont fait plus de 250 morts et ravivé des tensions intercommunautaires dans un pays aux facettes ethniques et religieuses multiples. Comme le rapporte le *Department of Foreign Affairs and Trade* (DFAT) australien, le 21 avril 2019, deux groupes islamistes extrémistes sri-lankais inspirés par le groupe État islamique ont mené des attaques terroristes coordonnées contre des églises chrétiennes et des hôtels à Colombo, Negombo et Batticaloa faisant plus de 250 tués et 490 blessés (DFAT, 4 novembre 2019). Comme le souligne le *Congressional Research Service* (CRS, 24 avril 2019), les attaques ont ciblé la minorité chrétienne du Sri Lanka.

3 Agissements des autorités dans le cadre des violences envers les minorités religieuses

Dans certains cas, des membres de l'autorité se sont rendus complices d'attaques physiques et de harcèlement envers les minorités religieuses. Les autorités – y compris la police – ont tendance à prendre le parti de la majorité religieuse. Dans son rapport sur les libertés religieuses au Sri Lanka en 2018, USDOS rapporte que, selon des sources religieuses chrétiennes locales, la police et des représentant-e-s du gouvernement se sont rendus complices d'attaques physiques et de harcèlement des minorités religieuses et de leurs lieux de cultes. Selon USDOS toujours, des groupes chrétiens ont affirmé qu'il n'est en effet pas rare que les autorités – y compris la police – prennent le parti de la majorité religieuse (USDOS, 21 juin 2019).

Dans des cas rapportés de tracasseries envers des religieux chrétiens, les autorités ont parfois agi de concert avec les moines bouddhistes ou organisations bouddhistes nationalistes. Selon des groupes chrétiens et musulmans de la société civile, les tracasseries commises par les officiel-le-s sont souvent commises de concert avec des moines bouddhistes nationalistes ou des organisations bouddhistes nationalistes rapporte USDOS. Dans un autre cas de janvier 2018, des autorités locales dans le district d'Ampara qui ne parvenait pas à obtenir d'un pasteur d'une église chrétienne qu'il cesse ces activités s'en sont remises aux moines bouddhistes pour décider de la suite à donner au litige (USDOS, 21 juin 2019).

Des autorités locales préfèrent assurer la tranquillité de leur commune, au détriment de la liberté religieuse de certains groupes chrétiens. Selon des groupes chrétiens cités par USDOS, les autorités locales ont parfois demandé à ces-mêmes groupes de cesser

leurs activités cultuelles ou de les relocaliser ailleurs dans le but évident de préserver la tranquillité de leur commune (USDOS, 21 juin 2019).

Les autorités ont arbitrairement interdit des activités religieuses. Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme au Sri Lanka en 2018, USDOS relève que des autorités ont qualifié des activités cultuelles de certains groupes chrétiens de 'rassemblements interdits' et fait pression sur les groupes en questions pour qu'ils stoppent lesdites activités. Les autorités ont alors justifié leur action en affirmant que les groupes n'étaient pas enregistrés auprès du gouvernement, alors même qu'aucune loi ne le requiert (USDOS, 13 mars 2019).

4 Possible impact du résultat de l'élection présidentielle de novembre 2019 pour les membres des minorités religieuses

Une campagne axée sur le nationalisme pro-cinghalais, un électoral presque exclusivement cinghalais et de lourds antécédents sont autant de facteurs qui font de Gotabaya Rajapaksa une crainte pour les minorités religieuses et ethniques. Selon l'*International Crisis Group* (ICG), le caractère fortement nationaliste et pro-cinghalais de la campagne menée par le candidat Gotabaya, le fait qu'il se soit appuyé presque exclusivement sur l'électoral cinghalais pour obtenir la victoire et enfin les politiques mises en œuvre par son frère durant ses dix ans de présidence (2005 - 2015) suggèrent que les persistantes tensions ethniques et religieuses pourraient dangereusement s'accentuer durant la présidence de Gotabaya (ICG, 18 novembre 2019).

La proximité politique entre les groupes bouddhistes nationalistes et Rajapaksa fait de ce dernier une figure crainte par les minorités. Dans un article de septembre 2019, *Reuters* soutenait que l'incapacité de Rajapaksa à se distancer des moines bouddhistes radicaux faisait de lui une figure de suspicion pour la communauté musulmane ainsi que pour certaines communautés chrétiennes (*Reuters*, 2 septembre 2019). *AP News* explique que le nationalisme bouddhiste a eu le vent en poupe après les attentats islamistes du dimanche de Pâques et s'est même vu propulsé au premier plan de la politique Sri Lankaise. Rajapaksa est très souvent apparu aux côtés des moines bouddhistes et a régulièrement fait référence aux attentats. Selon *AP News* toujours, le groupe Bodu Bala Sena (ou *Army of Buddhist Power* en anglais) a été très engagé aux côtés de Rajapaksa durant la campagne. Le leader du BBS, le moine bouddhiste nationaliste Galagoda Aththe Gnanasara, a dit « nous avons construit une idéologie selon laquelle le pays a besoin d'un leader cinghalais qui ne plie pas devant les minorités et aujourd'hui cette idéologie a gagné » (*AP News*, 27 novembre 2019).

La victoire de Rajapaksa : un mandat pour renforcer l'hégémonie du bouddhisme cinghalais. Les groupes bouddhistes nationalistes considèrent que maintenant que Rajapaksa est président ils n'ont plus de raison d'être. Pour *Foreign Policy*, le président interprétera sa victoire comme un mandat pour renforcer l'hégémonie du bouddhisme cinghalais. Les groupes bouddhistes cinghalais ultranationalistes n'ont d'ailleurs pas tardé à affirmer leur intention de se dissoudre, avançant que l'accession de Rajapaksa à la présidence les rendait superflus (*Foreign Policy*, 27 novembre 2019). Selon le *Tamil Guardian*,

Gnanasara a déclaré lors d'une conférence de presse du BBS « le pays a désormais un bon leader ; c'est pourquoi nous pensons que notre mouvement n'est plus nécessaire » (Tamil Guardian, 20 novembre 2019).

5 Sources

AP News, 27 novembre 2019 :

« “We built an ideology that the country needs a Sinhala leader who does not bend down in front of minorities,” said Galagoda Aththe Gnanasara, a nationalist leader and monk, referring to the Sinhalese ethnic group. “Now that ideology has won.”

Gnanasara and other members of his Bodu Bala Sena, or Army of Buddhist Power, campaigned hard for new President Gotabaya Rajapaksa. Rajapaksa is a former defense official who is regarded by fellow Sinhalese Buddhists as a hero for his role in ending Sri Lanka’s 26-year civil war with ethnic Tamil rebels. But minorities fear him because of allegations he took part in war atrocities and ordered state-sponsored disappearances. [...]

Nevertheless, Buddhist nationalism has been on the rise, and it was thrust to the forefront of Sri Lankan politics after Islamic State-inspired suicide attacks by local militants killed 269 people at churches and hotels on Easter Sunday.

Rajapaksa, often appearing alongside Buddhist monks, would refer to the attacks while campaigning and cast himself as the only person able to restore security. And now that he has won, nationalists like Gnanasara want him to promote Sinhalese culture at the expense of Muslims, such as getting rid of Islamic religious schools.

“Halal, burqa, Islamic banks, Kathi courts, Shariah universities, those all destroyed social integrity that we do have,” he said in an interview. “Gotabaya can establish one rule, one nation, one country.” » Source, Associated Press News, Buddhist nationalists claim victory in Sri Lankan elections, 27 novembre 2019 : <https://ap-news.com/bf051a4b2673484f8460131a7500b0ec>.

BBC, 13 août 2019 :

« Ethnic and religious fault lines run deep in a multi-ethnic and multi-religious Sri Lanka. Muslims make up nearly 10% of Sri Lanka’s 22 million people, who are predominantly Sinhalese Buddhists.

About 12% of the population are Hindus, mostly from the ethnic Tamil minority, and 7% are Christians. » Source : BBC – British Broadcast Company, Sri Lanka's Muslims 'demonised' after Easter bombings, 13 août 2019 : www.bbc.com/news/world-asia-49249146.

CRS, 24 avril 2019 :

« The attack targeted the Sri Lankan Christian minority. Christians account for 7.6% of Sri Lanka's population of over 22 million. Buddhists account for 70% of the population while Hindus (12.6%), and Muslims (9.7%) are other significant minority groups. Most of Sri Lanka's Christians are Catholics, while Protestants account for approximately 1% of Sri Lanka's population. Christian influence in Sri Lanka can be traced back to periods when Sri Lanka was a Portuguese, Dutch, and British colony. » Source : CRS – Congressional Research Service, Sri Lanka's 2019 Easter Bombings, 24 avril 2019 : <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/download/IN/IN11107/IN11107.pdf/>

DFAT, 4 novembre 2019 :

« On 21 April 2019, the National Thawheed Jammat (NTJ) and the Jamaat-al Mullathu Ibrahim (JMI), local Islamic extremist groups inspired by the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL, also known as ISIS, IS or Daesh), carried out coordinated terrorist attacks against Christian churches and hotels in Colombo, Negombo and Batticaloa. The attacks, comprising suicide bombers, killed more than 250 people and injured another 490 — the deadliest bout of violence and the first known terrorist attacks in Sri Lanka since the end of the civil war in May 2009. Anti-Muslim sentiment has subsequently increased across Sri Lanka, and there have been reprisals against the Muslim community. » Source : DFAT – Australian Government – Department of Foreign Affairs and Trade : DFAT Country Information Report Sri Lanka, 4 novembre 2019, p. 8. : www.ecoi.net/en/file/local/2019380/country-information-report-sri-lanka.pdf.

Freedom House, 4 février 2019 :

« The constitution gives special status to Buddhism, while religious minorities face discrimination and occasional violence. The construction of new mosques sometimes leads to protests.

In March 2018, anti-Muslim rioting in the Kandy district, which included the participation of SLPP politicians and the police, led to the destruction of mosques and other property, as well as documented assaults on Muslims and at least two deaths. Violence against Christians remained a problem during the year; according to the National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka (NCEASL), there were 67 attacks against Christians reported between January and September. » Source : Freedom House: Freedom in the World 2019 - Sri Lanka, 4 février 2019 : <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/sri-lanka>.

Foreign Policy, 27 novembre 2019 :

« It is no coincidence that Gotabaya's inauguration ceremony occurred at an ancient temple built by Sinhalese King Dutugemunu—who is best known for defeating an invading Tamil king from the Chola kingdom. Though the president wrote on Twitter that he was “now the President of all Sri Lankans, whether they voted for [him] or not and irrespective of their ethnicity or religious beliefs,” the swearing-in ceremony indicates that the president will interpret his win as a mandate for reinforcing Sinhalese Buddhist hegemony. This interpretation advances the view that Sri Lankan minorities are invaders or guests permitted citizenry only by the grace of Sri Lanka's rightful Sinhalese Buddhist guardians.

Now, ultranationalist Sinhalese Buddhist groups that have incited anti-Muslim riots, attacked non-Buddhist places of worship, and conducted anti-halal boycott campaigns have even stated their intention to disband—openly noting that Gotabaya's presidency renders them redundant. » Source : Foreign Policy, The Rajapaksas Will Ruin Sri Lanka's Economy, 27 novembre 2019 : <https://foreignpolicy.com/2019/11/27/gotabaya-mahinda-rajapaksa-ruin-sri-lanka-economy/>

ICG, 18 novembre 2019 :

« On 16 November, Gotabaya Rajapaksa – who served as defence secretary during the final phase of Sri Lanka's brutal civil war – won a decisive victory in Sri Lanka's presidential election. [...]

Gotabaya, who has been linked to atrocities committed at the end of the war, is a polarising figure in Sri Lanka, and Saturday's vote revealed sharp divisions in the electorate along ethnic lines. [...]

The strongly Sinhala nationalist character of Gotabaya's campaign, his reliance for the win almost entirely on votes from Sinhalese, and his brother's policies during his ten years in office (2005-2015) all suggest that persistent ethnic and religious tensions – which increased following the Easter bombings – could dangerously sharpen under Gotabaya's presidency. [...] » Source : ICG – International Crisis Group: Sri Lanka's Presidential Election Brings Back a Polarising Wartime Figure, 18 novembre 2019: www.crisis-group.org/asia/south-asia/sri-lanka/sri-lankas-presidential-election-brings-back-polarising-wartime-figure.

IPS, 3 juillet 2019 :

« Father Rohan Dominic of the Claretian NGO told IPS: “**For quite some time, there were attacks on the Muslim and Christian minorities by extremist Buddhists. In places, where the Buddhists were the majority, Christians lived in fear.**” [...]

Sri Lanka is a country that is primarily Buddhist with a large Hindu population and Christian and Muslim minorities. » Source : Inter Press Services, Sri Lanka on Security Alert Long After Easter Bombings, 3 juillet 2019 : www.ipsnews.net/2019/07/sri-lanka-security-alert-long-easter-bombings/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=sri-lanka-security-alert-long-easter-bombings.

Reuters, 2 septembre 2019 :

« His failure to publicly distance himself from radical Buddhist monks makes him a figure of suspicion in the minority Muslim community, as well as among some in the small Christian community.

In 2013, he was chief guest at the opening of a leadership academy run by a hardline Buddhist group, the Bodu Bala Sena (BBS). Groups such as BBS see the minorities as a potential threat to the Sinhala Buddhist majority in Sri Lanka. » Source : Reuters, In Sri Lanka, a polarising

politician reaches out to minorities but suspicion lingers, 2 septembre 2019 : <https://uk.reuters.com/article/uk-sri-lanka-politics-rajapaksa/in-sri-lanka-a-polarising-politician-reaches-out-to-minorities-but-suspicion-lingers-idUKKCN1VN03G>

Tamil Guardian, 20 novembre 2019 :

« [...] the Bodu Bala Sena announced that it would disband in the wake of Gotabaya Rajapaksa becoming Sri Lanka's new president, claiming that a "good leader" has come to power.

The Bodu Bala Sena (BBS), or Buddhist Power Force in Sinhala, held a press conference, where leader Galagodaaththe Gnanasara claimed "the country has a good leader now".

"Therefore we believe that our movement is not necessary anymore," he added. » Source: Tamil Guardian, Mission accomplished for Bodu Bala Sana, 20 novembre 2019 : www.tamil-guardian.com/content/mission-accomplished-bodu-bala-sena.

USDOS, 21 juin 2019 :

« Attacks on religious minorities continued. As of October **the National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka (NCEASL) documented 74 incidents of attacks on churches, intimidation of and violence against pastors and their congregations, and obstruction of worship services during the year, compared with 97 cases in 2017.** [...]

NCEASL said free Christian groups continued to state police and local government officials were complicit in physical attacks on and harassment of religious minorities and their places of worship. Christian groups said officials and police often sided with the religious majority in a given community.

Christian religious freedom media outlets reported that, according to NCEASL, in October a group of unidentified persons abducted a pastor in Avissawella and held him for 24 hours. The pastor was returning home by motorbike when a police officer flagged him down. The media outlets stated the group beat him and administered electric shocks, threatened him, and told him to stop his religious worship activities in the area. [...]

On July 8, according to NGO reports, a mob from the surrounding villages and four Buddhist monks forcibly entered a Living Christian Assembly church in Sevanapitiya, Polonnaruwa. One of the Buddhist monks pushed the pastor aside, physically assaulted a congregant, and seized two Bibles that were in the church and took them away. [...]

According to members of the Christian groups in question, local authorities sometimes demanded Christian groups stop worship activities or relocate their places of worship outside the local jurisdiction, ostensibly to maintain community peace. Local police and government officials reportedly continued to cite a 2011 government circular requiring places of worship to obtain approval to conduct religious activities. The Ministry of Buddha Sasana, however, revoked the 2011 circular in 2012. Police also reportedly cited the 2008 circular on construction of religious facilities to prohibit, impede, and close down Christian and Muslim places of worship.

According to Christian and Muslim civil society groups, official harassment often happened in concert with harassment by local Buddhist monks and Buddhist nationalist organizations. According to civil society sources, on January 12, the pastor of Jesus Evangelical Church in Kallady, Batticaloa received a letter from the Verugal divisional secretary instructing the pastor to cease conducting worship activities at his residence due to opposition from the villagers.

According to local sources, on January 19, the government land officer in the Ampara District Secretariat demanded the pastor of an Assemblies of God church stop worship activities immediately. The land officer reportedly said the pastor had no constitutional right to engage in religious activities and the regulations of the Mahaweli Development Authority superseded constitutional protections afforded residents of other parts of the country. The sources stated government officials threatened to seize the church's land and tried to coerce the pastor into signing a letter promising not to hold Christian services at the site. The pastor, however, refused to sign. Later that same day, the pastor met with the additional district secretary (ADS), who he said forcibly took the pastor's mobile phone to ensure that he would not record their conversation. The ADS then reportedly reiterated the statements of the land officer and demanded the pastor stop conducting prayer meetings at his personal residence. When the pastor refused, the ADS called a Buddhist monk in the area and told him the monks could now decide on a course of action.

According to NCEASL, on October 7 and 14, a crowd led by a Buddhist monk threatened a pastor of the Assemblies of God in Bulathkohupitiya in Kegala District and his family during Sunday worship services. The monk demanded the pastor produce evidence of the church's registration and a list of its congregants. Police officers from the Bulathkohupitiya police station reprimanded and dispersed the crowd, stating everyone had the right to practice their religion freely. The officer-in-charge, however, requested the pastor refrain from filing a formal complaint and convened a meeting on October 15 among all parties. The pastor stated that during the meeting two Buddhist monks, the Bulathkohupitiya divisional secretary, and a neighbor living next to the church premises demanded the pastor stop holding services in the church. The pastor, however, refused to comply and the police said he would need to attend another meeting at a later date. The case remained pending at year's end. [...]

According to NGO sources, on October 21, a crowd of approximately 100, including a Hindu priest and the chairman of a Hindu temple, issued death threats and verbally abused a Christian pastor and congregants of the Foursquare Church in Batticaloa. » Source : US DOS – US Department of State, 2018 Report on International Religious Freedom: Sri Lanka, 21 June 2019: www.state.gov/wp-content/uploads/2019/05/SRI-LANKA-2018-INTERNATIONAL-RELIGIOUS-FREEDOM-REPORT.pdf.

US DOS, 13 mars 2019 :

« Christian groups and churches reported some authorities classified worship activities as “unauthorized gatherings” and pressured them to end these activities. According to the groups, authorities sometimes justified their actions stating the groups were not registered with the government, although no law or regulation specifically requires such registration. [...]

Sources stated some **Buddhist monks regularly tried to close down Christian and Muslim places of worship** on the grounds they lacked the Ministry of Buddha Sasana's approval. The

National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka documented 65 cases of attacks on churches, intimidation and violence against pastors and their congregations, and obstruction of worship services as of September. » Source: USDOS – US Department of State, Country Reports on Human Rights Practices for 2018, 13 mars 2019, p. 13, 21. : www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/SRI-LANKA-2018.pdf.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Sri Lanka ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous www.osar.ch/pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.